



NON A LA CASSE SOCIALE !

Depuis plus d'un an le monde entier est bouleversé par la pandémie de Covid19. Si cette crise est multiple et a de nombreuses conséquences dans le domaine de la santé, sur les questions économiques et sociales, elle prend une nouvelle tournure sur le plan de la démocratie.

Le vaccin doit être gratuit pour toutes et tous, partout dans le monde, mais la vaccination ne peut se faire dans n'importe quelles conditions et à n'importe quel prix. Des doutes existent sur les vaccins, et c'est par l'information, la pédagogie, le débat qu'ils peuvent être levés, certainement pas par la menace et la contrainte.

Etre dans l'accompagnement OUI, être dans la sanction NON.

La vaccination doit rester un choix individuel.

Nous n'acceptons pas le piège de la division entre les salarié·e·s.

Nous nous opposons à toute obligation ainsi qu'à toutes mesures antisociales. Face au débat actuel nous ne tomberons pas dans le piège qui nous est tendu qui est de diviser une fois de plus les travailleur·euse·s car les autres enjeux de la période sont les annonces suivantes du président de la République : la réforme de l'assurance chômage, suspendue par le Conseil d'État il y a un mois, qui pourrait bien être remise sur la table dès la rentrée et la réforme des retraites qui serait engagée « dès que les conditions sanitaires seront réunies. »

Il est inadmissible que les employeurs puissent contrôler l'état de santé des salarié·e·s et suspendre unilatéralement leur contrat de travail et leur salaire à la seule présomption de maladie, sans avis du médecin du travail.

Le « Pass-sanitaire » sera un « Pass-licenciement ».

Au final, la loi fragilise encore davantage le contrat de travail et aggrave le rapport de subordination en renforçant le pouvoir des employeurs vis-à-vis des salarié·e·s. Alors que ces enjeux relèvent des politiques de prévention et de santé publique, le gouvernement persiste à renvoyer la responsabilité aux salarié·e·s et à la population l'endiguement de la pandémie.

Il est inadmissible que cette crise sanitaire serve de prétexte à une nouvelle casse sociale et démocratique.

C'est une violation des libertés individuelles, collectives et démocratiques ainsi qu'une porte ouverte aux licenciements abusifs.

Tout cela constitue une offensive brutale et frontale qui doit être stoppée.

Nous exigeons le retrait de l'obligation vaccinale et du « Pass-sanitaire ».

Nous exigeons le retrait de la contre-réforme des retraites !

Nous exigeons le retrait de la contre-réforme de l'assurance chômage !

Nous exigeons un vrai travail et un vrai salaire pour toutes et tous !